

20250912 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/66914/litalie-et-la-turquie-signent-un-accord-pour-renforcer-leur-cooperation-en-matiere-migratoire>

Actualités



Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan (à gauche) et son homologue italien Antonio Tajani lors d'une rencontre à Rome, le 11 septembre 2025. Crédit : AFP

L'Italie et la Turquie signent un accord pour renforcer leur coopération en matière migratoire.

Par [La rédaction](#)

Les chefs de la diplomatie italienne et turque ont signé jeudi un accord prévoyant une collaboration accrue pour lutter contre l'immigration clandestine, notamment en provenance de Libye. "Nous travaillerons ensemble à la formation des forces de l'ordre pour démanteler les réseaux criminels en Méditerranée", a déclaré le ministre italien des Affaires étrangères lors d'un point presse à Rome.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, et son homologue turc Hakan Fidan ont signé jeudi 11 septembre à Rome un "document opérationnel" prévoyant le renforcement de la collaboration entre les garde-côtes italiens et turcs pour combattre "le trafic d'êtres humains" et "le crime organisé transnational", a déclaré le chef de la diplomatie italienne lors d'un point de presse conjoint.

"Nous travaillerons ensemble à la formation des forces de l'ordre pour démanteler les réseaux criminels en Méditerranée", a précisé Antonio Tajani. "Cela s'avérera très utile en Libye en particulier pour empêcher les départs" de migrants.

Hakan Fidan s'est pour sa part dit déterminé à "renforcer le partenariat stratégique" entre l'Italie et la Turquie et a insisté sur la nécessité d'œuvrer à un processus politique en Libye et de garantir sa "stabilité". "Nos deux pays ont intérêt à la stabilité de la Libye" et "la Turquie peut jouer un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif", a estimé le chef de la diplomatie italienne.

Par ailleurs, les deux partis "encouragent l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à renforcer l'assistance apportée aux pays d'accueil des migrants, afin de soutenir les retours volontaires", indiquent un [communiqué conjoint](#).

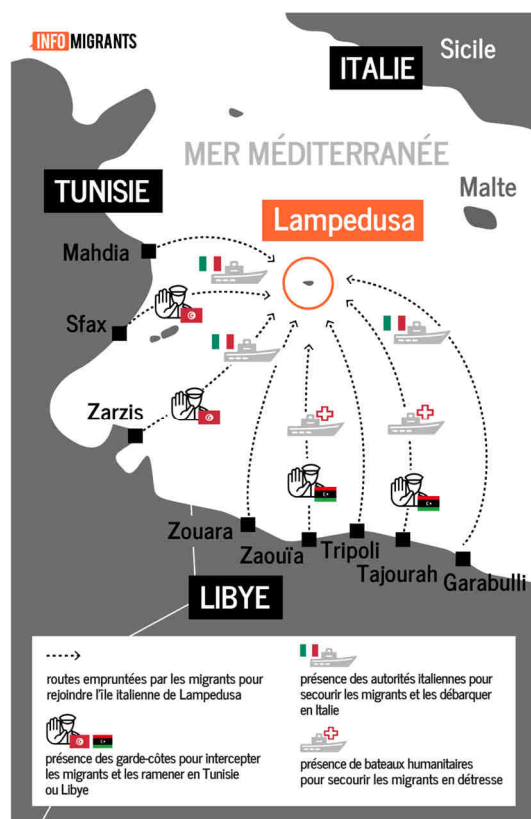
Rome et Ankara espèrent également "améliorer l'échange d'informations entre leurs garde-côtes respectifs afin de prévenir et de combattre les départs irréguliers", peut-on lire dans le document.

"La phase opérationnelle [de cet accord] débutera dans deux semaines", a affirmé Antonio Tajani, soulignant que l'accord "sera très important en Méditerranée et en Libye en particulier".

Route de Tobrouk

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait accueilli début août à Istanbul un mini-sommet avec la Première ministre italienne Giorgia Meloni et le Libyen Abdelhamid Dbeiba sur les migrations et la stabilité en Libye.

La Libye, en proie au chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, demeure un pays de départ pour de nombreux migrants africains qui tentent de gagner l'Europe en accostant sur les côtes grecques et italiennes, principalement.



Depuis le début de l'année, la majorité des canots arrivés sur les rives italiennes avaient pris la mer depuis les plages libyennes - les départs de Tunisie sont quasi à l'arrêt en 2025 en raison du renforcement des contrôles en mer et de l'éloignement des migrants des côtes du pays vers le désert, à la frontière algérienne ou libyenne, en vertu d'un accord avec l'Union européenne (UE) signé en 2023.

A lire aussi

[Italie : comment expliquer la forte chute des arrivées de migrants depuis la Tunisie ?](#)

En outre, depuis quelques mois, une autre route est de plus en plus empruntée en Méditerranée : celle qui relie Tobrouk, à l'est de la Libye, aux îles grecques. Plus de 10 000 personnes ont ainsi débarqué en Crète, destination touristique très prisée, et à Gavdos, petite île située à proximité, depuis le début de l'année, contre 4 935 en 2024, selon le HCR.

Pour tenter d'endiguer ces arrivées, Athènes prévoit également de déployer [trois navires de guerre au large des eaux libyennes](#). Le gouvernement grec a aussi annoncé vouloir signer un accord avec Tripoli, sur le même modèle que celui conclu en 2017 avec l'Italie, confiant aux autorités libyennes la charge d'intercepter les exilés en mer. Ce partenariat a commencé à se mettre en place cet été avec [les premières formations délivrées à des gardes-côtes libyens](#) par la Grèce sur l'île de Crète.